



STELLANTIS CTCY

Lundi 26 février 2024

***Troupes russes hors d'Ukraine !
Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même !
Halte aux puissances impérialistes de l'Otan qui transforment en dollars le
sang des travailleurs et des peuples !***

Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre.

Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexeï Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.

Ceux qui ont intérêt à faire durer la guerre

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Sous prétexte d'aide à l'Ukraine, les budgets militaires des pays européens ont explosé, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Loin d'aider le peuple ukrainien, les États impérialistes occidentaux ne font qu'accroître les risques de généralisation du conflit. Car ce qui compte, pour eux, c'est avant tout de défendre les intérêts de leurs capitalistes ! Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès américain bloque tout financement de l'armée ukrainienne depuis deux mois. Après tout, le régime de Poutine reste un pilier de l'ordre impérialiste – les ouvriers biélorusses (en 2020),

kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

Et tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine. Aujourd'hui le futur marché de la reconstruction est évalué entre 500 et 600 milliards.

La défense de l'Ukraine, par les travailleurs et avec leurs propres armes

Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Les troupes russes occupent presque 20 % du territoire. De son côté, le régime de Zelensky s'appuie sur le grand capital occidental, sur les couches privilégiées de la bourgeoisie ukrainienne aussi, dont des capitalistes qui ont longtemps oscillé entre l'appui de la Russie ou l'appui de l'UE, et voient désormais plus d'opportunités pour leurs affaires du côté du camp occidental. La solution ne peut pas venir de ces ennemis des travailleurs mais de l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En Russie, nous affirmons notre solidarité totale avec tous les militants et militantes qui s'opposent au régime de Poutine. Nous exigeons la libération de tous les manifestants et manifestantes emprisonnés.

- En Ukraine, nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes ouvrières, contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.

- Ici en France, nous disons : Non à la hausse des budgets militaires ! Non aux ingérences impérialistes : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

Nouveaux bénéfices record : chercher l'erreur

En 2023, Stellantis a fait un nouveau record de 18,6 milliards de profits et nous on ne va toucher que 4 100 € brut minimum de prime intéressement-participation : la même qu'en 2019 alors que la groupe a fait 6 fois plus de profits. Puisque les bénéfices n'arrêtent pas d'exploser, le patron n'arrête pas de changer le mode calcul pour nous plafonner cette prime.

Comme le disait un salarié dans la presse : « plus le patron gagne, moins il donne ». Il faut donc aller retourner le patron et le secouer pour que ça tombe.

L'arnaque annuelle de la prime

Avec cette prime le patron manipule notre revenu. Cette année malgré un profit record, on aura 200 € brut de moins, alors même que les effectifs ont baissé. Et la prime d'intéressement-participation ne compte pas pour le calcul de la retraite.

Nous on veut du solide, qu'on conserve chaque année de vraies augmentations de salaires : 400 € mensuels pour tous, pas de salaire à moins de 2 000 € net.

Frontière imaginaire et injustice bien réelle

Intérimaires, salariés sous-traitants et certains CDD ne toucheront rien de la prime intéressement-participation. Pourtant comme nous ils participent tous à faire des voitures et en réalité ont le même patron : Stellantis.

Papy s'en met plein les fouilles

Tavares compte bien ne pas perdre de pouvoir d'achat cette année en s'octroyant carrément 56% d'augmentation. Ce glouton a oublié la virgule pour coller au niveau officiel de l'inflation. Le cost killer qui ne prêche que par la frugalité ne fait pas le détail en ce qui le concerne. En tant que bon serviteur de la famille Peugeot et Agnelli il touchera donc 36,5 millions d'euros pour l'année 2023, soit 100000 euros par jour, samedi et dimanche compris !

Et quand on lui demande ce qu'il compte faire de tout ce pognon avec son « modeste » style de vie, il déclare sans rire investir dans ses petits-enfants, au sein de la grande bourgeoisie les futurs rentiers ne sont jamais oubliés.

Les profits nuisent gravement à notre santé

Jeudi 22 février un salarié de l'usine de moteur de Pratola Serra en Italie, est décédé tandis qu'un autre de l'usine de Valenciennes a dû se faire amputer de la main suite à deux accidents. La direction va tout faire pour se désresponsabiliser puisque d'après ses propos rapportés par la Voix du Nord : « Dans tout événement accidentel il y a une part comportementale », alors que sa priorité à elle « restera toujours la santé et la sécurité de ses salariés ».

Sa priorité c'est surtout de faire des profits quitte à nous coller la pression, et à nous mettre en danger !

Requins de la concurrence et dévoreurs d'emplois

L'équipementier Forvia (ex-Faurecia), prétextant la restructuration du secteur automobile et la « compétitivité », a annoncé ce lundi un plan pour réduire ses effectifs en Europe de 10 000 salariés d'ici 2028. Les emplois de tous les sites seront menacés « mais pas de la même manière » explique la direction.

Forvia, c'est 75 000 salariés en Europe, 222 millions de bénéfices nets en 2023 et de quoi racheter d'autres équipementiers. Autant dire que Forvia, qui compte faire partir du monde et faire payer les gains de productivité à ceux qui restent, a en fait tous les moyens de maintenir tous les emplois en Europe.

Grève en Italie contre le chantage Meloni-Tavares

950 millions de subventions aux constructeurs italiens ont été octroyés par le gouvernement d'extrême-droite à Tavares, sans garantie de sauvegarde du moindre emploi. Deux sites Fiat sont toujours menacés de fermeture : celui de Mirafiori près de Turin (près de 3 500 salariés) et celui de Pomigliano près de Naples (4 500 ouvriers et plus du double dans la sous-traitance).

Le 7 février, les ouvriers italiens ont débrayé à la carrosserie de Fiat Mirafiori, le lendemain ils étaient près d'un millier en assemblée générale sur deux équipes, suite à l'annonce du chômage partiel jusqu'à fin mars et aux menaces de fermeture.

Ces assemblées ont été suivies de débrayages spontanés, pendant lesquels les chaînes de la Fiat 500 E ont été complètement à l'arrêt. Le chômage, qui a démarré lundi 12, a stoppé l'action. Mais la colère et la détermination des travailleurs restent intactes.

Ce que « préfèrent les smicards », c'est 400 euros d'augmentation et 2 000 euros net par mois !

Accueilli par des huées et des bousculades, Macron a inauguré avec plusieurs heures de retard un Salon de l'agriculture investi par les CRS : accepter les demandes des capitalistes qui dirigent la FNSEA n'a pas calmé la colère des petits paysans qui, eux, ne sont pas des capitalistes.

Le même jour, la Une du journal *La Marseillaise* citait Macron lors d'une rencontre à l'Élysée : « Les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine. » On ne sait pas de qui ressort le plus dans ces propos : la morgue ou la bêtise...

Un certain nombre de « smicards » sont obligés de sauter un repas sur deux : sûr que ce n'est pas une façon très saine de s'alimenter ! Et donc, ce que « préféreraient les smicards », c'est ne pas se demander dès le 10 comment finir le mois ; c'est un Smic à 2 000 euros net, entre autres pour pouvoir se nourrir « sainement ».

De bonnes raisons de joindre nos colères à celle des petits paysans !

Ne pas jeter sur la voie publique.

Imp. Spé. NPA